

19 juin 1979 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# EMISSION "UNE HEURE AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE" (TF1) SUR LA SITUATION POLITIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE, PARIS, PALAIS DE L'ELYSEE, LE 19 JUIN 1979

M. MARQUE.- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, MESDAMES, MESSIEURS, BONSOIR.

- VOILA UN RENDEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUI TOMBE BIEN. IL EST ENTOURE, J'ALLAIS PRESQUE DIRE ENCERCLE, PAR LES EVENEMENTS. HIER, L'AUGMENTATION DES PRIX DU PETROLE, LES ELECTIONS EN EUROPE, LES ACCORDS BREJNEV - CARTER, DEMAIN LES DELIBERATIONS FRANCAISES, PUIS EUROPEENNES, SUR L'ENERGIE, UNE NOUVELLE REUNION DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE ET, BIENTOT, A TOKYO, LA RENCONTRE DES CHEFS\_D\_ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS D'OCCIDENT QU'ON APPELLE LES RICHES.

- SUR TOUTE CETTE ACTUALITE QUI NOUS BOUSCULE ET QUI SOUVENT NOUS INQUIETE, LES JOURNALISTES QUI SONT LA CE SOIR SOUHAITENT OBTENIR DU CHEF\_DE\_L\_ETAT, EN DIRECT, FACE AUX TELESPECTATEURS, DES INFORMATIONS ET DES EXPLICATIONS, CE QUI VOUS AMENERA D'AILLEURS A NE RETENIR QUE LES GRANDES AFFAIRES DU MOMENT. JE VOUS PRESENTE DONC, MONSIEUR LE PRESIDENT, BERNARD HARTEMANN, DE RADIO-FRANCE, GEORGES BORTOLI, D'ANTENNE\_2 ET PATRICE DUHAMEL, QUI EST AVEC MOI A TF1.

- NOTRE 1ERE QUESTION PORTERA SUR LES RESULTATS DES ELECTIONS EUROPEENNES SUR LESQUELLES VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DONNE VOTRE OPINION NI VOTRE COMMENTAIRE. QU'EN PENSEZ-VOUS, D'ABORD PEUT-ETRE POUR LA FRANCE ?

- M. LE PRESIDENT.- EN COMMENCANT CETTE EMISSION, VOUS AVEZ DIT QUE VOUS POSERIEZ DES QUESTIONS A PROPOS DE SUJETS D'ACTUALITE. JE VOUS RAPPELLE QUE C'EST UNE EMISSION QUI NE VISE PAS TELLEMENT L'INFORMATION, MAIS PLUTOT L'EXPLICATION ET LA REFLEXION. L'INFORMATION, LES FRANCAISES ET LES FRANCAIS LA RECOIVENT TOUS LES JOURS PAR TOUS LES MOYENS D'INFORMATION QUI LEUR APPORTENT LES NOUVELLES\

`REPONSE` PAR CONTRE, JE PENSE QU'IL EST UTILE POUR ELLES ET POUR EUX DE CONNAITRE LES PREOCCUPATIONS, L'\_ETAT D'ESPRIT, LES INTENTIONS, LES REFLEXIONS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SI JE LE RAPPELLE, C'EST POUR SITUER LE SENS DE CETTE EMISSION QUI, A MES YEUX, N'EST PAS DE COMMENTER UNIQUEMENT L'ACTUALITE, MAIS DE PERMETTRE AUX FRANCAISES ET AUX FRANCAIS DE MIEUX CONNAITRE L'ANALYSE DE LA SITUATION PRESENTE ET LES RAISONS POUR LESQUELLES NOUS CHOISSONS TELLE LIGNE OU TELLE AUTRE.

- VOUS ME DEMANDEZ MON SENTIMENT A PROPOS DES ELECTIONS EUROPEENNES `PARLEMENT\_EUROPEEN`. JE VOUS DIRAI CECI : JE CROIS QUE LES ELECTIONS EUROPEENNES ONT APORTE CE QU'ON POUVAIT ATTENDRE D'ELLES. D'ABORD, ELLES ONT CONSTITUE UN EVENEMENT EUROPEEN ET, SANS DOUTE LE PREMIER EVENEMENT EUROPEEN DEPUIS TRES LONGTEMPS. JE VEUX DIRE PAR LA QUE L'OBSERVATION DES FAITS, LE JUGEMENT, L'ANALYSE DE CES ELECTIONS A ETE FAITE COMME S'AGISSANT D'UN EVENEMENT A L'ECHELLE DE L'EUROPE ET NON PAS D'UNE ADDITION

D'EVENEMENTS NATIONAUX. ENSUITE, A L'OCCASION DE CES ELECTIONS, L'EUROPE EST DEVENUE LA PLUS GRANDE ZONE DEMOCRATIQUE DU MONDE, PUISQUE PLUS D'ELECTEURS ONT PARTICIPE A CES ELECTIONS QUE DANS AUCUN AUTRE ENSEMBLE DEMOCRATIQUE. MEME SI LA PARTICIPATION N'A PAS ETE TRES ELEVEE, 60 % `STATISTIQUES` EN MOYENNE - J'AURAI D'AILLEURS SOUHAITE QU'ELLE SOIT PLUS ELEVEE POUR LA FRANCE -, IL FAUT SAVOIR QUE DANS LES AUTRES PAYS DEMOCRATIQUES DE CETTE TAILLE LES PROPORTIONS SONT EN-GENERAL PLUS FAIBLES. - POUR LES 4 DERNIERES ELECTIONS LEGISLATIVES AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE, LA PARTICIPATION ELECTORALE N'A PAS DEPASSE 50 %. DONC, LES 60 % DE L'EUROPE SE SITUENT DANS UNE MOYENNE HONORABLE.

- VOILA L'ESSENTIEL DE CES IMPRESSIONS : UN EVENEMENT EUROPEEN D'UNE PART, ET L'APPARITION D'UNE EXPRESSION DEMOCRATIQUE EN EUROPE.\

M. BORTOLI - ON A BEAUCOUP DIT, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE LA NOUVELLE ASSEMBLEE `PARLEMENT EUROPEEN` DE STRASBOURG, PAR SA COMPOSITION MARQUE UN GLISSEMENT A DROITE. ALORS, EST-CE QUE L'EUROPE DES PROCHAINES ANNEES VA ETRE UNE EUROPE CONSERVATRICE ?

- LE PRESIDENT - ON A DIT QUE CES ELECTIONS AVAIENT MARQUE LE SUCCES DU CENTRE DROIT £ ET JE ME SUIS INTERROGE SUR L'ORIGINE DE CETTE EXPRESSION. ELLE A ETE UTILISEE, AVANT LES ELECTIONS PAR MME THATCHER, QUI A DIT : "JE SOUHAITE QUE CES ELECTIONS SE TRADUISENT PAR UN SUCCES DU CENTRE DROIT". C'EST DE LA QUE VIENT LE MOT. CE N'EST PAS TOUT A FAIT MON ANALYSE. CE QUI EST APPARENT DANS CES ELECTIONS, PAR-RAPPORT A CE QU'ON IMAGINAIT, METTONS IL Y A UN AN, C'EST UN CERTAIN RECU DES PARTIS `PARTI POLITIQUE` SOCIALISTES ET SOCIAUX-DEMOCRATES EN EUROPE. EST-CE QUE CELA CORRESPOND A UN PHENOMENE D'ENSEMBLE OU A DES SITUATIONS PARTICULIERES ? JE NE FERAI PAS DE DIAGNOSTIC, PARCE QUE, EN ALLEMAGNE `RFA` PAR EXEMPLE, LE RELATIF RECU DU PARTI DE LA SPD NE CORRESPOND PAS DU TOUT A UN ECHEC DE LA POLITIQUE TELLE QU'ELLE EST RESSENTIE PAR L'OPINION PUBLIQUE. EN GRANDE-BRETAGNE, CELA A ETE, AU CONTRAIRE, UN RENVERSEMENT DU A DES ELECTIONS DE POLITIQUE INTERIEURE QUI A AMENE LE SUCCES DES CONSERVATEURS SUR LES TRAVAILLISTES £ ET LA SITUATION DES SOCIALISTES FRANCAIS EST DIFFERENTE DE CELLE DES SOCIAUX-DEMOCRATES ALLEMANDS.\

`REPOSE` CONSTATANT CE PHENOMENE, JE N'AI PAS A L'ANALYSER DANS SES DIFFERENTES COMPOSANTES. LES AUTRES FORMATIONS `PARTI POLITIQUE` ONT PROGRESSE, A LA FOIS LES FORMATIONS DU CENTRE DROIT ET LES FORMATIONS DU CENTRE TOUT COURT, CAR DANS UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS EUROPEENS, L'ITALIE, LA FRANCE, CE SONT PLUTOT DES LISTES MARQUEES AU CENTRE, C'EST-A-DIRE DES LISTES AYANT D'AUTRES LISTES SUR LEUR DROITE, QUI ONT ENREGISTRE LES PROGRES LES PLUS SENSIBLES.

- LE PHENOMENE, A MES YEUX, CONSISTE DONC EN UN CERTAIN RECU PAR-RAPPORT A CE QU'ON AVAIT IMAGINE, DES PARTIS SOCIALISTES ET SOCIAUX-DEMOCRATES, ET UNE PROGRESSION A LA FOIS DU CENTRE ET DU CENTRE DROIT.\

M. PATRICE DUHAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, LES 410 DEPUTES EUROPEENS, DONT 81 FRANCAIS, SONT MAINTENANT ELUS. ILS VONT SE METTRE AU TRAVAIL A STRASBOURG ET SE REUNIR POUR LA PREMIERE FOIS DANS 4 SEMAINES PRECISEMENT LE 17 JUILLET `1979` `DATE`. QUE PEUT-ON ATTENDRE DE CETTE ASSEMBLEE `PARLEMENT EUROPEEN` QUI EST UN PEU LEGITIMEE PAR LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET QU'ATTENDEZ-VOUS POUR LES CINQ ANS, LA DUREE DE SON MANDAT ?

- LE PRESIDENT - JE DIRAI D'ABORD QUE CES ELECTIONS ONT APPORTE CE QU'ON POUVAIT ATTENDRE D'ELLES ET J'AI UNE POSITION TRES CLAIRE ET CONSTANTE SUR CE SUJET £ JE SUIS POUR L'ORGANISATION DE L'EUROPE DE LA RAISON RAISONNABLE, NON PAS L'EUROPE DE LA RAISON EXCESSIVE, D'UN COTE, OU LE REFUS DE L'EUROPE,

DE L'AUTRE, L'EUROPE DE LA RAISON RAISONNABLE.

- CERTAINS ESPERAIENT, D'AUTRES CRAIGNAIENT, QUE L'ASSEMBLEE NE SOIT ELUE DANS DES CONDITIONS TELLES QU'ELLE VEUILLE S'ARROGER DES POUVOIRS NOUVEAUX & JE DIRAI POUR MA PART QUE LORSQU'ON VOIT LE DEROULEMENT DE L'ELECTION, LA COMPOSITION DE CETTE ASSEMBLEE, C'EST A MON AVIS UNE CRAINTE OU UN ESPOIR QUI N'APPARAIT PAS CONFIRME, MAIS JE CROIS QUE L'ASSEMBLEE TELLE QU'ELLE A ETE ELUE EST UNE ASSEMBLEE QUI EXERCERA LES POUVOIRS QUI LUI SONT CONFERES PAR LE TRAITE\_DE\_ROME.

- CE QUI EST IMPORTANT, CE QU'IL NE FAUT PAS SOUS-ESTIMER, C'EST LE FAIT QU'IL Y AURA DESORMAIS UNE EXPRESSION POLITIQUE DE L'OPINION DES EUROPEENS, ET QUE SUR LES SUJETS QUI VONT SE PRESENTER A NOUS DANS LES CINQ PROCHAINES ANNEES, ON POURRA CONNAITRE LA Pensee, L'OPINION POLITIQUE DEMOCRATIQUE DES DIFFERENTES POPULATIONS DE L'EUROPE, C'EST-A-DIRE QUE SUR LES GRANDS DEBATS INTERNATIONAUX, LES GRANDES ORIENTATIONS, NOUS POURRONS CONNAITRE, ET DONC TENIR\_COMPTE DE CET \_ETAT D'ESPRIT & DANS L'ORGANISATION DE L'EUROPE, IL EST IMPORTANT QU'IL Y AIT UNE EXPRESSION DEMOCRATIQUE.\

M. DUHAMEL - STRASBOURG SERA UNE GRANDE TRIBUNE ALORS ?

- LE PRESIDENT.- OUI, IL Y AURA DES ATTRIBUTIONS TOUT A FAIT PRECISES QUI SERONT EXERCEES ET QUI SONT IMPORTANTES PUISQU'ELLES PORTENT SUR DES COMPETENCES TRES PRECISES ET FIXEES PAR LE TRAITE `TRAITE\_DE\_ROME`, ET PUIS, EN MEME TEMPS, IL Y AURA UNE EXPRESSION DEMOCRATIQUE DE L'EUROPE.

- JE VOUS INDIQUAIS DES SUJETS QUI ONT ETE DEBATTUS EN EUROPE AU-COURS DES DERNIERES ANNEES, PAR EXEMPLE LA QUESTION DE SAVOIR SI L'EUROPE DEVAIT ETRE PLUS PROTEGEE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR `PROTECTIONNISME`, COMME CERTAINS LE PENSAIENT, OU, AU CONTRAIRE, PLUS ENGAGEE DANS LA COMPETITION INTERNATIONALE, COMME D'AUTRES LE RECOMMANDAIENT.

- ON NE CONNAISSAIT MEME PAS LA Pensee MAJORITAIRE DE L'OPINION SUR CE SUJET. DESORMAIS, ON CONNAITRA CETTE Pensee MAJORITAIRE. ON AVAIT ETE AMENE A FRACTIONNER LE MARCHÉ AGRICOLE PAR DES PROCÉDES TECHNIQUES CRITIQUABLES, `MONTANTS COMPENSATOIRES`, ET L'OPINION NE S'ETAIT PAS EXPRIMEE SUR LA QUESTION DE SAVOIR S'IL VALAIT MIEUX MAINTENIR UN MARCHÉ UNIQUE OU S'IL FALLAIT, POUR DES RAISONS NATIONALES, ACCEPTER CE FRACTIONNEMENT. ON POURRA LE DIRE.

- DONC, SUR DES SUJETS QUI TOUCHENT LA VIE REELLE DE L'EUROPE, L'ORIENTATION DES POLITIQUES EUROPEENNES, ON CONNAITRA UNE EXPRESSION DEMOCRATIQUE, ET CE SERA LE CAS, PAR EXEMPLE, SUR LA FUTURE POLITIQUE DE L'ENERGIE.\

M. MARQUE - MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION ET JE VOUDRAIS ENCORE PLUS QUE VOUS Y REPONDIEZ. VOUS ETES LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET JE SAIS BIEN QUE VOUS N'AIMEZ PAS VOUS PLACER AU-NIVEAU DES PARTIS `PARTI POLITIQUE`, POURTANT CE SOIR NOUS NE POUVONS PAS NE PAS VOUS POSER UNE QUESTION SUR VOTRE OPINION CONCERNANT LES CONSEQUENCES DES RESULTATS DE CES ELECTIONS EUROPEENNES DANS NOTRE POLITIQUE INTERIEURE : LE PAYSAGE POLITIQUE NE VA-T-IL PAS S'EN TROUVER CHANGE ?

- LE PRESIDENT - J'AVAIS DIT L'ANNEE DERNIERE, JE CROIS QUE C'ETAIT LE 21 NOVEMBRE `1978 `DATE`, QUE LES ELECTIONS EUROPEENNES N'AURAIENT PAS DE CONSEQUENCES DIRECTES SUR LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS POLITIQUES DE LA FRANCE. CONSTATEZ QUE C'EST LE CAS. ENSUITE, J'OBSERVE QUE, DANS L'OPPOSITION ET DANS LA MAJORITE, LES ELECTRICIENS ET LES ELECTEURS ONT PLACE EN TETE LES FORMATIONS QUI AVAIENT PRIS DANS LA CAMPAGNE `ELECTORALE` UNE ATTITUDE FAVORABLE AU PROGRES DE L'ORGANISATION DE L'EUROPE.

- ENFIN, CES ELECTIONS ONT FAIT APPARAITRE UN CERTAIN GLISSEMENT DES FORMATIONS POLITIQUES FRANCAISES, ELLES ONT DONNE UNE INDICATION SUR LEUR AUDIENCE RESPECTIVE A L'EUREPE ACTUELLE ET NATURELLEMENT LES DIRIGEANTS DE

AUDIENGE RESPECTIVE A L'HEURE ACTUELLE ET, NATURELLEMENT, LES DIRIGEANTS DE CES FORMATIONS POLITIQUES SONT AMENES A EN TIRER DES CONSEQUENCES SUR L'ORIENTATION DE LEUR PROPRE FORMATION.\

M. HARTMANN - VOUS AVEZ DIT A PLUSIEURS REPRISES, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE LE PARTI COMMUNISTE ETAIT QUELQUE PEU CONDAMNE A ETRE MOINS IMPORTANT QU'IL L'ETAIT JUSQU'A PRESENT, LES ELECTIONS EUROPEENNES VOUS DONNENT TORT.

- LE PRESIDENT - LES ELECTIONS EUROPEENNES ONT FAIT APPARAITRE LA STABILITE EN POURCENTAGE DU PARTI COMMUNISTE PAR-RAPPORT AUX ELECTIONS DE MARS 1978 `DATE` ELECTIONS LEGISLATIVES `PCF`, PUISQU'IL A CONNU EXACTEMENT LE MEME POURCENTAGE. IL N'A PAS OBTENU LE MEME NOMBRE DE VOIX, NATURELLEMENT, LA PARTICIPATION ETANT PLUS FAIBLE. C'EST UN CHIFFRE DONC QUI S'EST MAINTENU, QUI EST LEGEREMENT INFERIEUR AU POURCENTAGE QUE LE PARTI COMMUNISTE AVAIT CONNU AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1973. IL Y A DONC EU STABILITE EN POURCENTAGE DE L'ELECTORAT COMMUNISTE £ JE DIRAI QUE, DANS UNE EPOQUE OU LES DIFFICULTES ECONOMIQUES, LES DIFFICULTES DE L'EMPLOI AURAIENT PU CONDUIRE OU POUVAIENT CONDUIRE A IMAGINER UNE CERTAINE PROGRESSION DE CE PARTI, C'EST EN REALITE UNE STABILITE.\

M. DUHAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, QUAND ON ANALYSE LES CHIFFRES DE CE SCRUTIN `ELECTION EUROPEENNE`, DU COTE DE LA MAJORITE, ON OBSERVE - C'EST LE MOT QUI A ETE EMPLOYE LE PLUS, JE CROIS - UN RECLASSEMENT, C'EST-A-DIRE QUE LE FOSSE S'EST CREUSE ENTRE L'UDF : PLUS DE 11 % `STATISTIQUES` D'AVANCE SUR LE RPR. ALORS, EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE CE NOUVEL EQUILIBRE DE LA MAJORITE EST PLUTOT DE \_NATURE A GENER OU A ACCELERER LE RETOUR A L'UNITE DE LA MAJORITE QUI, JE CROIS, N'A PAS CARACTERISE LA DERNIERE PERIODE ?

- LE PRESIDENT - JE N'AIME PAS BEAUCOUP CE MOT DE RECLASSEMENT PARCE QUE JE CROIS QUE LES ELECTEURS N'APPARTIENNENT A PERSONNE. LES PARTIS POLITIQUES ONT L'HABITUDE DE PENSER QUE LES ELECTEURS APPARTIENNENT A DES PARTIS ET QU'ILS PASSENT D'UN PARTI A UN AUTRE. JE CROIS QU'IL Y A BEAUCOUP DE FRANCAIS QUI N'APPARTIENNENT PAS A DES PARTIS POLITIQUES, QUI APPARTIENNENT A DES TENDANCES DE LA PENSEE POLITIQUE FRANCAISE ET QUI SE DETERMINENT EN-FONCTION D'UN CERTAIN NOMBRE DE DONNEES. CERTAINS FRANCAIS SE SONT DETERMINES EN-FONCTION DE LA CIRCONSTANCE DE CETTE ELECTION.\

`REPOSE` VOUS ME POSEZ LA QUESTION DE SAVOIR S'IL Y A DES CONSEQUENCES A TIRER DU RECU DU RPR. EN TANT QUE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, JE N'AI PAS A COMMENTER LES MOUVEMENTS, LES SUCCES OU LES RECUIS DE TEL OU TEL PARTI POLITIQUE. JE ME PLACERAI DONC A UN AUTRE POINT \_DE\_ VUE, CELUI DE MA FONCTION.

- LA CARACTERISTIQUE DU RPR, C'EST D'AVOIR ETE ASSOCIE DEPUIS L'ORIGINE A LA MISE EN\_PLACE, ET ENSUITE A LA DEFENSE, LORSQU'ELLES ETAIENT MENACEES, DES INSTITUTIONS DE LA CINQUIEME REPUBLIQUE. CHAQUE PARTI POLITIQUE, EN FRANCE, A UNE IMAGE QUI EST NATURELLEMENT COMPLEXE, MAIS AVEC UN TRAIT DOMINANT, ET LE TRAIT DOMINANT POUR LE RPR, C'EST SON ATTACHEMENT, SON IDENTIFICATION AUX INSTITUTIONS DE LA VEME REPUBLIQUE.

- J'AI OBSERVE QUE, PENDANT LA DERNIERE CAMPAGNE `ELECTORALE` LE TON MEME DE CETTE CAMPAGNE, L'ATTITUDE VIS-A-VIS DU GOUVERNEMENT ISSU DU SUCCES ELECTORAL DE LA MAJORITE DE MARS 1978 `ELECTIONS LEGISLATIVES`, AVAIENT CONDUIT L'OPINION A S'INTERROGER SUR LE SOUTIEN APORTE AUX INSTITUTIONS ET SUR LE RISQUE QUE CETTE ATTITUDE FAISAIT, AU CONTRAIRE, PESER, SUR LEUR STABILITE OU SUR LEUR CONTINUTE.

- JE CONSIDERE QUE LA DEFENSE DES INSTITUTIONS DE LA VEME REPUBLIQUE RESTE ENCORE UNE GRANDE TACHE, CAR CE QUI DISTINGUE NOTRE PAYS, DANS LES DIFFICULTES ACTUELLES, C'EST LA SOLIDITE, LA QUALITE DE NOS INSTITUTIONS, C'EST POURQUOI JE SOUHAITE QUE LE RPR REPRENNE CE ROLE DE SOUTIEN DE NOS

INSTITUTIONS CAR, S'IL LE FAIT, D'UNE\_PART IL FERA APPARAÎTRE DANS NOTRE VIE NATIONALE SON UTILITÉ ET, D'AUTRE\_PART, JE PENSE QU'IL RETROUVERA UNE GRANDE PARTIE DE SON AUDIENCE.\

M. PATRICE DUHAMEL - VOUS VOUS INTERROGEZ AUSSI SUR L'UNITÉ DE LA MAJORITÉ. EST-CE QUE CE NOUVEL ÉQUILIBRE VA PLUTÔT LA GÉNÉRER OU L'ACCELERER ?

- LE PRÉSIDENT - JE NE CHANGE PAS D'AVIS EN FONCTION DES CIRCONSTANCES. J'AI DIT, AVANT CES ÉLECTIONS `EUROPÉENNES`, QUE JE N'EN TIRERAI PAS DE CONSÉQUENCES SUR-LE-PLAN DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE, CAR ELLES VISAIENT UN AUTRE SUJET. CE SUJET, C'ÉTAIT LA REPRÉSENTATION DE LA FRANCE À L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE, ET DES LORS QU'IL Y A UNE MAJORITÉ AVEC UNE CERTAINE COMPOSITION PARLEMENTAIRE, QUI EST ISSUE DES ÉLECTIONS DE MARS DERNIER `ÉLECTIONS LEGISLATIVES ` MARS 1978`, C'EST ELLE QUI RESTE, SUR-LE-PLAN DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE, L'EXPRESSION POLITIQUE DE CETTE MAJORITÉ.\

M. BORTOLI - ET LES PETITES LISTES, MONSIEUR LE PRÉSIDENT ? LES PETITES LISTES ONT EU 12 % `STATISTIQUES`, PEUT-ÊTRE UN PEU PLUS, DES SUFFRAGES, AU TOTAL, DANS LE SCRUTIN EUROPÉEN, ELLES N'ONT PAS UN SEUL ÉLU. EST-CE QUE CE N'EST PAS UNE INJUSTICE ?

- LE PRÉSIDENT - IL FAUT ÊTRE TRÈS FRANC, IL NE FAUT PAS VERSER DANS LA DÉMAGOGIE SUR UN SUJET PAREIL. LES PETITES LISTES N'ONT PAS EU DE REPRÉSENTATION, NON PARCE QU'ELLES ÉTAIENT DES PETITES LISTES, MAIS PARCE QU'IL Y AVAIT UN PLANCHER, DANS L'EXPRESSION DE CE SUFFRAGE. C'EST LA RÈGLE DE TOUS LES SCRUTINS PROPORTIONNELS `REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE`, LORSQU'ILS SONT FAITS À UNE VASTE ÉCHELLE.

- LA LOI EN QUESTION - C'EST-À-DIRE LA LOI DU 7 JUILLET 1977 `DATE`, A ÉTÉ VOTÉE PAR LE PARLEMENT, L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE SÉNAT, ET IL FIGURE MÊME AU JOURNAL OFFICIEL `JO` QU'ELLE A ÉTÉ VOTÉE À L'UNANIMITÉ MOINS DEUX VOIX. LES DISPOSITIONS QUI SONT ACTUELLEMENT CRITIQUÉES SONT DES DISPOSITIONS QUI FIGURENT DANS LES ARTICLES DE CETTE LOI. CE N'EST PAS UNE DÉCISION ARBITRAIRE, MAIS C'EST UN TEXTE LEGISLATIF ET UN TEXTE LEGISLATIF QUI TENTE DE RÉPONDRE À UNE DIFFICULTÉ VÉRITABLE.

- CETTE DIFFICULTÉ, C'EST QU'IL FAUT BIEN METTRE UNE LIMITE. AVEC CETTE LIMITE RELATIVEMENT ÉLEVÉE, IL Y A EU QUAND MÊME 11 `NOMBRE` LISTES EN COMPÉTITION. IMAGINEZ QU'IL N'Y AIT PAS DE LIMITE DANS L'ACCÈS À LA CANDIDATURE : NOUS RISQUERIONS D'AVOIR 30, 40, 50 LISTES, ET IL DEVENAIT IMPOSSIBLE POUR L'ÉLECTEUR D'EFFECTUER SON CHOIX.

- ON A CRITIQUÉ LA RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE, ET ON A DIT : ON MUSELLE LES PETITES LISTES. OR, PAR RAPPORT AUX SUFFRAGES, CE SONT LES PETITES LISTES QUI ONT EU LE PLUS DE TEMPS DE PAROLE, PUISQU'ELLES ONT EU AU TOTAL 20 % DU TEMPS D'ANTENNE À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO ET ELLES ONT EU ENTRE 12 ET 12,5 % DES VOIX. AU CONTRAIRE, LES LISTES DITES GRANDES LISTES ONT EU SOUVENT PLUS DE 20 % DES VOIX, MÊME PARFOIS SENSIBLEMENT PLUS, ET ELLES N'ONT EU QUE 20 % DU TEMPS D'ANTENNE.\

`RÉPONSE` ENFIN, IL Y A LA QUESTION DES ÉLUS. LA AUSSI, IL FAUT UNE LIMITE. EST-CE QUE LA LIMITE DE 5 % `DES VOIX` `STATISTIQUE` EST BONNE ? EST-CE QU'IL FAUT LA METTRE PLUS BAS, OU PLUS HAUT ? 5 %, C'EST UN CHIFFRE CLASSIQUE DANS BEAUCOUP D'ÉLECTIONS. PAR EXEMPLE, CHEZ NOS VOISINS DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE `RFA`, C'EST ÉGALEMENT LE CHIFFRE DE 5 % QUI A POUR OBJET D'ÉVITER L'ÉMIETTEMENT DE LA REPRÉSENTATION NATIONALE.

- EST-CE QUE L'INTÉRÊT DE LA FRANCE ÉTAIT QUE NOUS AYONS DES DÉPUTÉS ISOLES DANS CE NOUVEAU PARLEMENT EUROPÉEN ? J'OBSERVE D'ABORD QU'À CETTE ASSEMBLÉE EUROPÉENNE, LA LISTE `ÉLECTORALE` FRANÇAISE, LA PLUS NOMBREUSE, VIENT EN 5ÈME POSITION. LES PLUS NOMBREUX SONT LES CONSERVATEURS

BRITANNIQUES, AVEC UN SCRUTIN MAJORITAIRE - IL N'Y A PAS DE PETITE LISTE - 60  
`NOMBRE` SIEGES. ENSUITE, LES DEUX LISTES DES ALLEMANDS FEDERAUX, A LA FOIS  
LES CHRETIENS-DEMOCRATES ET LES SOCIALISTES. ET IL N'Y A EU EN ALLEMAGNE  
FEDERALE QUE 3 ELUS EN DEHORS DE CES GRANDES LISTES. PUIS, ENSUITE, LES  
DEMOCRATES-CHRETIENS ITALIENS, ET ENFIN SEULEMENT LA LISTE DE MME SIMONE  
VEIL `UDF`.

- EST-CE QUE L'INTERET DE LA FRANCE EST D'ENVOYER DES DEPUTES EN ORDRE  
DISPERSE FACE AUX 60 BRITANNIQUES, AUX 43 CHRETIENS-DEMOCRATES ALLEMANDS  
ET AUX 34 SOCIALISTES ALLEMANDS ? JE NE LE CROIS PAS.

- DONC, IL Y A UN PROBLEME DE LIMITE. C'EST UN PROBLEME QUI PEUT TOUJOURS ETRE  
EXAMINE, MAIS DANS TOUT SCRUTIN PROPORTIONNEL, IL EST INEVITABLE QU'IL Y AIT  
UNE LIMITE.\

M. BORTOLI - IL Y AVAIT AUSSI UN PROBLEME DE MOYENS FINANCIERS, MONSIEUR LE  
PRESIDENT. C'ETAIT L'ESSENTIEL DES PROTESTATIONS. JE SUIS FRAPPE DE CE QU'A DIT  
SOLANGE FERNEX `CANDIDATE ECOLOGISTE` A TF1 : LA OU ILS AVAIENT PU ENVOYER  
LEUR MATERIEL DE PROPAGANDE, ILS ONT FAIT UN SCORE SENSIBLEMENT SUPERIEUR A  
LA MOYENNE NATIONALE. LA, IL Y A UN VRAI PROBLEME.

- LE PRESIDENT - IL Y A EN EFFET UN PROBLEME. LA AUSSI, LES DISPOSITIONS ETAIENT  
FIXEES PAR LA LOI. ELLES SONT CLASSIQUES, CAR MEME DANS LES ELECTIONS  
LOCALES, TOUS LES CANDIDATS SAVENT TRES BIEN QU'IL Y A UN CAUTIONNEMENT QUI  
N'EST PAS REMBOURSE LORSQU'ON N'OBTIENT PAS UN CERTAIN POURCENTAGE DE  
VOIX.

- LE PROBLEME ETAIT CELUI DE LA DISTRIBUTION MATERIELLE DES DOCUMENTS DE VOTE  
ET DES PROFESSIONS DE FOI £ POUR L'AVENIR, IL Y A LA, EN EFFET, UNE QUESTION  
QUE LE PARLEMENT DEVRA EXAMINER.\

M. MARQUE - BIEN. NOUS RETENONS CETTE DECLARATION DE VOUS, MONSIEUR LE  
PRESIDENT.

- VOUS ALLEZ PRESIDER JEUDI LE CONSEIL EUROPEEN A STRASBOURG ET VOUS ALLEZ  
LE PRESIDER DANS L'AMBIANCE QU'ON DEVINE, QUI SERA CELLE DE LA CRISE DE  
L'ENERGIE. JE VOULAIS VOUS DEMANDER SI VOUS AVIEZ L'INTENTION DE PROPOSER A  
NOS PARTENAIRES UN PLAN, UN PLAN FRANCAIS MAIS UN PLAN AUSSI POUR  
L'EUROPE, ET SI NOS PARTENAIRES ALLAIENT SAISIR CETTE CHANCE EXCEPTIONNELLE  
DE MONTRER, SITOT APRES LES ELECTIONS EUROPEENNES, QUE L'EUROPE EXISTE ET  
QU'ELLE PEUT, PAR EXEMPLE, PARLER D'UNE SEULE VOIX AUX AMERICAINS.

- LE PRESIDENT - NOUS ALLONS PROPOSER UN TEXTE COMMUN A NOS PARTENAIRES.  
CE DOCUMENT EXISTE ET A ETE ELABORE. IL A DEJA ETE DISCUTE PAR LES MINISTRES  
DE L'ENERGIE DES NEUF, QUI LUI ONT APPORTE UN CERTAIN NOMBRE DE  
MODIFICATIONS £ NOUS ALLONS LE DISCUTER AVEC LES CHEFS\_D\_ETAT ET DE  
GOUVERNEMENT A STRASBOURG, JEUDI ET VENDREDI.

- JE CONSIDERE COMME FONDAMENTAL QUE NOUS ABOUTISSIONS A UN ACCORD.  
FONDAMENTAL POUR NOUS TOUS, POUR NOTRE INTERET ECONOMIQUE ET SOCIAL.  
FONDAMENTAL POUR L'EUROPE, PARCE QUE SUR UN SUJET PAREIL, OU NOUS SOMMES  
PRATIQUEMENT TOUS DANS LA MEME SITUATION, IL EST EVIDEMMENT NECESSAIRE QUE  
L'EUROPE FASSE APPARAITRE L'UNITE DE SON POINT\_DE\_VUE. MAIS J'AI BON ESPOIR  
QUE NOUS Y PARVIENDRONS.\

M. BORTOLI - EST-CE QU'ON PEUT PARVENIR A UNE POSITION COMMUNE, MONSIEUR LE  
PRESIDENT, QUAND ON PART DE BASES DE DEPART A PEU PRES OPPOSEES ? PAR  
EXEMPLE, LES ALLEMANDS, JUSQU'A PRESENT, SUR LES AFFAIRES PETROLIERES, ONT  
BEAUCOUP JOUE LES LOIS DU MARCHE, LA LIBERTE DES PRIX MEME, LES FRANCAIS,  
C'EST LE CONTRAIRE, ILS VEULENT ORGANISER LE MARCHE, ILS VEULENT FIXER LES  
PRIX. ALORS, EST-CE QUE L'ON PEUT SE METTRE D'ACCORD ENTRE DES GENS QUI ONT  
DES PHILOSOPHIES RADICALEMENT DIFFERENTES ?

- LE PRESIDENT - NOUS NOUS SOMMES DEJA BEAUCOUP RAPPROCHES ET JE PENSE QUE NOUS ABOUTIRONS A UN ACCORD. IL FAUT TOUJOURS CONSIDERER LE POINT\_DE\_VUE DES AUTRES, CAR DANS LA \_RECHERCHE D'UNE ATTITUDE COMMUNE, DANS TOUS LES DOMAINES, IL NE FAUT PAS PENSER QU'A SOI, IL FAUT PENSER AUX AUTRES.

- NOUS AVONS DEPUIS LONGTEMPS, EN FRANCE, UN MARCHE PETROLIER ORGANISE, PARCE QUE NOUS AVONS DES COMPAGNIES NATIONALES, JADIS UNE CERTAINE PRODUCTION NATIONALE, ET NOUS AVONS TOUJOURS SOUHAITE ORGANISER NOTRE MARCHE. LES ALLEMANDS ONT UNE CONCEPTION DIFFERENTE £ CE SONT DES ACHETEURS DE PRODUITS PETROLIERS : ILS ONT TOUJOURS APPLIQUE LA REGLE DU MARCHE, DE LA CONCURRENCE, POUR ACHETER CES PRODUITS, CE QUI FAIT QU'A L'HEURE ACTUELLE IL FAUT SAVOIR QUE 40 % `STATISTIQUE` DE L'APPROVISIONNEMENT DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` EN FUEL DOMESTIQUE SONT REALISES PAR DE PETITS INTERMEDIAIRES QUI VONT ACHETER A L'EXTERIEUR DE PETITES QUANTITES ET QUI LES LIVRENT ENSUITE A LEUR CLIENTELE.

- DONC, LE PROBLEME DE L'ORGANISATION D'UN MARCHE, LA OU IL EST ORGANISE DEPUIS LONGTEMPS ET LA OU IL ETAIT, AU CONTRAIRE, TOUT A FAIT LIBRE, NE SE POSE PAS DANS LES MEMES TERMES.\

`REPONSE` NEANMOINS, UNE CONSTATATION COMMUNE : IL N'EST DE L'INTERET DE PERSONNE D'ORGANISER CE MARCHE PAR LA COMPETITION DES PRIX A LA HAUSSE £ COMME LES QUANTITES SONT INSUFFISANTES A L'HEURE ACTUELLE ET LE RESTERONT SANS DOUTE, IL PEUT MONTER INDEFINIMENT. C'EST UNE INCITATION AUX PAYS PRODUCTEURS `OPEP` A AJUSTER LEURS PRIX SUR LES PRIX DE CE MARCHE, PUISQU'ILS CONSTATENT QU'ON PEUT PAYER DE TELS PRIX ET ILS NE VOIENT PAS POURQUOI CE NE SONT PAS EUX QUI BENEFICIENT DE CES PRIX.

- IL EST DONC INDISPENSABLE, ET DANS NOTRE PLAN C'EST LE 2EME POINT, D'ORGANISER DESORMAIS CE MARCHE POUR EVITER CES EXCES ET CETTE COMPETITION A LA HAUSSE.

- JE SUIS CONVAINCU QUE SUR CES POSITIONS NOUS OBTIENDRONS LE RALLIEMENT DE NOS PARTENAIRES.

- M. BORTOLI - VOUS PENSEZ QUE LES EGOISMES, ON POURRAIT DIRE SACRES, DES NATIONS VONT S'EFFACER UN PETIT PEU DEVANT L'ESPRIT DE SOLIDARITE ?

- LE PRESIDENT - OUI, CES EGOISMES SONT A COURTE VUE PARCE QUE, FINALEMENT, TOUT LE MONDE PAYE LE PRIX FORT ET S'IL EST VRAI QU'IL Y A UN PROBLEME D'APPROVISIONNEMENT DE CERTAINS DISTRIBUTEURS EN ALLEMAGNE `RFA`, IL FAUT TRAITER CE PROBLEME PAR UNE TECHNIQUE APPROPRIEE ET NON PAS PAR LA COMPETITION A LA HAUSSE DES PRIX.\

M. MARQUE - LE CHANCELIER SCHMIDT DISAIT RECEMMENT QUE LA COMPETITION, LE MANQUE DE PETROLE RISQUENT D'ENTRAINER DES GUERRES. QU'EST-CE QUE VOUS PENSEZ DE CE PESSIMISME ?

- LE PRESIDENT - JE CROIS QU'IL Y A DEUX DEGRES. LE PREMIER C'EST QUE LA PRIVATION, LA RAREFACTION DU PETROLE, L'AUGMENTATION DE SON PRIX ONT DES CONSEQUENCES TRES SEVERES SUR LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE NOS PAYS.

- LE SECOND C'EST QUE SI NOS PAYS ETAIENT COUPES DE LEUR APPROVISIONNEMENT PETROLIER, ILS SE TROUVERAIENT PLACES DEVANT UNE SITUATION QUI AFFECTERAIT PRESQUE LEUR EXISTENCE VITALE £ ILS SERAIENT DONC AMENES A AVOIR DES REACTIONS PROPORTIONNEES A CE DANGER. IL FAUT DONC DISTINGUER LA SITUATION ACTUELLE, QUI EST UNE SITUATION OU IL Y A UN CERTAIN RISQUE DE PENURIE SI NOUS N'AGISSONS PAS, ET UNE HAUSSE DES PRIX, DE CE QUE SERAIT LA SITUATION SI NOUS ETIONS COUPES DE NOS APPROVISIONNEMENTS PETROLIERS, C'EST-A-DIRE SI NOTRE EXISTENCE NATIONALE ETAIT EFFECTIVEMENT EN DANGER.\

PATRICE DUHAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, TOUJOURS SUR L'ENERGIE, PARMIS LES SUJETS QUI ETAIENT PROPOSES CE MATIN AUX CANDIDATS AU BACCALAUREAT, ILS ETAIENT DES CENTAINES DE MILIERS IL Y AVAIT CETTE QUESTION : LA LICIDITE

ETAIENT DES CERTAINES DE PHILIPERS, LE T AVANT CETTE QUESTION : LA LUCIDITE CONDUIT-ELLE NECESSAIREMENT AU PESSIMISME ? EN-MATIERE D'ENERGIE ET EN OBSERVANT, COMME VOUS LE FAITES, LA SITUATION EN JUIN 1979 `DATE`, EST-CE QUE POUR VOUS LA LUCIDITE CONDUIT AUJOURD'HUI NECESSAIREMENT AU PESSIMISME ?

- LE PRESIDENT - JE NE SAIS PAS COMMENT LES ELEVES AURONT REPONDU A CETTE INTERESSANTE QUESTION. ILS AURONT REPONDU DANS L'ESPRIT DE LA CLASSE DE PHILOSOPHIE. VOUS ME POSEZ CETTE QUESTION A PROPOS DE L'ENERGIE. LA LUCIDITE EST UN DEVOIR. ON NE PEUT FAIRE\_FACE A AUCUNE SITUATION, NI DANS LA VIE PUBLIQUE NI DANS LA VIE PRIVEE, SI ON NE L'ABORDE PAS, SI ON NE REGARDE PAS CES DONNEES AVEC LUCIDITE. LA LUCIDITE PEUT CONDUIRE A DES CONCLUSIONS OPTIMISTES OU PESSIMISTES. ELLE PEUT CONDUIRE A FAIRE APPARAITRE QU'ON A LES MOYENS DE RESOUDRE UN PROBLEME. DANS CE CAS, LA LUCIDITE CONDUIT A L'OPTIMISME. OU ELLE PEUT FAIRE APPARAITRE QU'ON N'A PAS LES MOYENS DE RESOUDRE UN PROBLEME OU QUE CES MOYENS NE PEUVENT PAS ETRE REUNIS ET LA LUCIDITE CONDUIT AU PESSIMISME. POUR MOI, LA LUCIDITE EST UN DEVOIR. ENSUITE, EN-FONCTION DE CE QU'ON OBSERVE, ON TIRE DES CONCLUSIONS.\

`REPONSE` EN-MATIERE D'ENERGIE, C'EST UN CHANGEMENT DE NOTRE VIE. ON A BEAUCOUP DIT, BEAUCOUP CRU QUE C'ETAIT UNE CRISE. BEAUCOUP DE DIRIGEANTS, D'OBSERVATEURS CONTINUENT A RAISONNER COMME S'IL S'AGISSAIT D'UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE ET QU'IL FALLAIT S'ARRANGER POUR RETABLIR LA SITUATION ANTERIEURE. NOUS NE RETABLIRONS JAMAIS LA SITUATION ANTERIEURE. UN CHIFFRE TRES SIMPLE. LES IMPORTATIONS DE LA FRANCE NOUS ONT COUTE EN 1973 `ANNEE` 15 MILLIARDS `SOMME` DE FRANCS. LES IMPORTATIONS DE PETROLE DE LA FRANCE VONT NOUS COUTER EN 1979, 70 MILLIARDS DE FRANCS. NOUS NE RAMENERONS JAMAIS CES 70 MILLIARDS DE FRANCS A 15. JAMAIS. IL Y A UNE NOUVELLE DONNEE DANS NOTRE VIE : LE PETROLE EST DESORMAIS UN BIEN QUI RESTERA RARE ET QUI RESTERA CHER. IL FAUT DONC ADAPTER NOTRE VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE A CET ELEMENT. COMMENT FAIRE ?

- D'ABORD, LIMITER L'IMPORTATION, C'EST-A-DIRE TOUT FAIRE POUR AVOIR A ACHETER MOINS DE PETROLE DANS L'AVENIR. TOUT NOTRE PROGRAMME NATIONAL, EUROPEEN ET MONDIAL, DE LIMITATION DES QUANTITES DE PETROLE A IMPORTER, ET PAS SEULEMENT POUR L'ANNEE 79 `1979` OU 80 `1980` OU MEME 82 `1982`, DOIT ETRE A LONG TERME. DANS L'AVENIR, DE NOUVEAUX PAYS, TOUS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT TRES PEUPLES, VONT DEVENIR CONSOMMATEURS. LA RESSOURCE SERA DE PLUS EN PLUS RARE. L'OBJECTIF SERA, POUR LA FRANCE, DE REDUIRE LES QUANTITES ET NON PAS SIMPLEMENT DE LES PLAFONNER.\

`REPONSE` ENSUITE, IL NE FAUT PAS SACRIFIER LA CROISSANCE. JUSQU'A PRESENT, ON AVAIT ASSOCIE CROISSANCE ET PETROLE. LES DEUX VARIAIENT DE LA MEME MANIERE.

- SI NOUS CONSTATONS QUE NOUS DEVONS IMPORTER MOINS DE PETROLE, IL FAUT ORGANISER NOTRE CROISSANCE DIFFEREMMENT. C'EST DONC UNE NOUVELLE CONCEPTION QU'IL FAUT AVOIR, CELLE QUE J'APPELLE "LA CROISSANCE SOBRE", C'EST-A-DIRE UNE CROISSANCE QUI NE CONSOMME PAS DU PETROLE IMPORTE PUISQUE NOUS N'EN AURONS PAS EN QUANTITE SUPPLEMENTAIRE DANS L'AVENIR. CELA VEUT DIRE LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES DE REMPLACEMENT DE TOUTE EXPECE. NOUS DEVRIONS ETRE CAPABLES D'ALIMENTER NOUS-MEMES NOTRE FUTURE CROISSANCE EN ENERGIE DE REMPLACEMENT, C'EST-A-DIRE EN ENERGIE D'ORIGINE NATIONALE.

- M. MARQUE - DONC, UNE CROISSANCE SOBRE, MAIS NON REDUITE, MESUREE ?

- LE PRESIDENT.- NON, C'EST UNE CROISSANCE QUI SERA SOBRE, COMME LORSQU'ON DIT UNE VOITURE EST SOBRE DANS SA CONSOMMATION. UNE CROISSANCE SOBRE EN IMPORTATION DE PETROLE IMPLIQUE LA RECONVERSION DE CERTAINES ACTIVITES, NOTRE ORIENTATION VERS DES TECHNOLOGIES NOUVELLES, QUI SONT DES TECHNOLOGIES D'AVENIR PEU CONSOMMATRICES D'ENERGIE IMPORTEE.

- LORSQUE NOUS DEVELOPPONS A L'HEURE ACTUELLE NOS ENERGIES AERONAUTIQUES, NOS ENERGIES ELECTRONIQUES, NOTRE ACTIVITE INFORMATIQUE, NOTRE ACTIVITE SPATIALE, NOUS CHOISSONS SYSTEMATIQUEMENT DES ACTIVITES FUTURES POUR LA FRANCE QUI CONSOMMENT DE FAIBLES QUANTITES DE PETROLE IMPORTE.\

M. HARTMANN - CE QUI VEUT DIRE, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUAND MEME QUE LE NIVEAU\_DE\_VIE DES FRANCAIS AUGMENTERA. DEMAIN, EN CONSEIL DES MINISTRES, DES DECISIONS SERONT PRISES, ON NE PEUT PAS PREJUGER CE QU'ELLES SERONT, MAIS CE PLAN QUI VA ETRE SOUMIS AUX MINISTRES N'EST-IL PAS UN PLAN DE REDUCTION DU NIVEAU\_DE\_VIE ?

- LE PRESIDENT - NON. IL Y A DEUX CHOSES. IL Y A, D'UNE\_PART, LA REDUCTION DE NOS IMPORTATIONS DE PETROLE, NOUS AVONS DEPENSE CETTE ANEE 70 MILLIARDS `SOMME` DE FRANCS POUR NOS IMPORTATIONS DE PETROLE. C'EST UN POUVOIR\_D\_ACHAT TRANSFERE A\_L\_ETRANGER. QUAND ON AUGMENTAIT L'IMPOT SUR LE PETROLE A L'INTERIEUR, ON PRENAIT L'IMPOT A QUELQU'UN, MAIS ON DEPENSAIT ENSUITE CET IMPOT EN FRANCE, POUR D'AUTRES REALISATIONS.

- QUAND NOTRE DEPENSE A L'IMPORTATION PASSE DE 15 MILLIARDS A 70 MILLIARDS, CELA VEUT DIRE QUE NOUS TRANSFERONS LE POUVOIR\_D\_ACHAT FRANCAIS A\_L\_ETRANGER, CAR CES 70 MILLIARDS SONT DEPENSES PAR D'AUTRES QUE NOUS. CELA A DES CONSEQUENCES PROFONDES SUR NOTRE VIE NATIONALE, NATURELLEMENT. L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT, PENDANT CETTE PERIODE D'ORGANISATION NOUVELLE, C'EST LA GARANTIE, LE MAINTIEN DU POUVOIR\_D\_ACHAT. D'AUTRES PAYS ONT CHOISI OU ONT ACCEPTE UNE REDUCTION DU POUVOIR\_D\_ACHAT. L'OBJECTIF FRANCAIS, C'EST LE MAINTIEN DU POUVOIR\_D\_ACHAT ET MEME LA \_RECHERCHE D'UNE CERTAINE CROISSANCE, CROISSANCE QUI SERA NATURELLEMENT PLUS LENTE, IL FAUT LE SAVOIR, QU'ELLE NE L'ETAIT DANS LES PERIODES DE CROISSANCE ECONOMIQUE TRES RAPIDE.

- PUISQUE CETTE CROISSANCE DU POUVOIR\_D\_ACHAT SERA PLUS LENTE, ELLE DOIT ETRE MIEUX DISTRIBUEE, C'EST-A-DIRE QU'ELLE DOIT ALLER A DES CATEGORIES QUI EN ONT DAVANTAGE BESOIN QUE LES AUTRES, LES REMUNERATIONS LES PLUS BASSES, LES CATEGORIES SOCIALES DEFAVORISEES, TELLES QUE, PAR EXEMPLE, LES PERSONNES AGEES, LES FAMILLES NOMBREUSES. MAIS L'OBJECTIF EST UN OBJECTIF DE CROISSANCE AMENAGE POUR ETRE CONSOMMATEUR DE QUANTITES D'IMPORTATION DE PETROLE IMPORTE PLUS FAIBLES.\

`REPONSE` VOUS M'AVEZ PARLE DES MESURES QUI SERONT ANNONCEES DEMAIN. CE SONT DES MESURES QUI ONT POUR OBJET DE REDUIRE NOTRE CONSOMMATION DE PETROLE IMPORTE. ELLES SERONT COMMENTEES, JE PENSE QUE VOUS AUREZ L'OCCASION DE LE FAIRE LONGUEMENT, JE DONNE SIMPLEMENT QUELQUES ASPECTS.

- D'ABORD, LE GOUVERNEMENT A CHOISI DE NE PAS IMPOSER DE RESTRICTIONS NOUVELLES A LA CIRCULATION AUTOMOBILE PARCE QUE, DANS LA CONSOMMATION D'ENERGIE, ELLE REPRESENTE UNE FRACTION IMPORTANTE, MAIS TOUT DE MEME LIMITEE, ET PUIS PARCE QUE L'USAGE DE L'AUTOMOBILE CONSTITUE POUR LES FRANCAIS UNE CONQUETE, UNE CONQUETE SOCIALE, UNE CONQUETE DE LIBERTE DONT IL NE FAUT PAS LES PRIVER.

- EN REVANCHE, LES REGLES DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE DEVRONT ETRE STRICTEMENT RESPECTEES ET LE GOUVERNEMENT DEMANDERA LES MOYENS DE LES FAIRE RESPECTER. A L'HEURE ACTUELLE, BEAUCOUP DE FRANCAIS RESPECTENT LES VITESSES LIMITEES, MAIS BEAUCOUP AUSSI NE LES RESPECTENT PAS ET CONSOMMENT DONC UN SUPPLEMENT DE PETROLE QUE NOUS DEVONS IMPORTER ET PAYER. D'HABITUDE, QUAND ON A A FAIRE\_FACE A UNE SITUATION TELLE EN FRANCE, ON INVENTE UNE REGLEMENTATION NOUVELLE, C'EST UNE DE NOS MANIES, MAIS, LA, NOUS FERONS AUTRE CHOSE QUI EST DE FAIRE APPLIQUER LA REGLEMENTATION EXISTANTE. QU'ON NE ME DISE PAS QUE C'EST IMPOSSIBLE. J'AI CONNU, COMME VOUS

TOUS, PARIS AVEC LES KLAXONS ET TOUT LE MONDE DISAIT : "LA SUPPRESSION DU KLAXON, C'EST IMPOSSIBLE" ET PUIS, DU JOUR AU LENDEMAIN, ON L'A FAIT. JE SOUHAITE QUE DES QUE CES NOUVELLES MESURES SERONT MISES EN\_OEUVRE, LES FRANCAIS CONSIDERENT QUE LE RESPECT DES VITESSES LIMITEES FERA PARTIE DESORMAIS DE NOTRE MODE\_DE\_VIE NATIONAL.\

`REPONSE` IL Y A ENSUITE LES RESTRICTIONS EN-MATIERE DE CHAUFFAGE - ET C'EST UN TRES GROS POSTE - NOUS CONSOMMONS PRESQUE LE TIERS DE NOTRE PETROLE EN CHAUFFAGE, C'EST DONC UNE ENERGIE EVIDEMMENT DISSIPEE. ON FIXERA DES NORMES DE CHAUFFAGE COMPATIBLES, BIEN ENTENDU, AVEC LA SANTE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL, QUI NE DEVRONT PAS ETRE DEPASSEES.

- ET PUIS, ON FIXERA DES PLAFONDS A CERTAINES GROSSES CONSOMMATIONS DE PETROLE IMPORTE, NOTAMMENT A LA PRODUCTION ELECTRIQUE, DE FACON A ORIENTER VERS D'AUTRES SOURCES D'ALIMENTATION NOS CENTRALES.\

M. HARTMANN - IL N'Y AURA PAS UNE RESTRICTION UN PEU PAR LES COUTS, PAR LES PRIX, PARCE QUE SI L'ESSENCE CONTINUE A AUGMENTER, LES FRANCAIS SERONT PEUT-ETRE OBLIGES DE SE RESTREINDRE UN PEU D'EUX-MEMES ?

- LE PRESIDENT - ON PAIERA L'ESSENCE AU PRIX AUQUEL ELLE ARRIVE EN FRANCE ET NOUS N'AVONS AUCUN MOYEN D'Y ECHAPPER £ MALHEUREUSEMENT, CELA VEUT DIRE EN EFFET QUE LES PRIX AUGMENTERONT ET QUE CECI SERA REPERCUTE SUR LE MARCHE FRANCAIS, MAIS IL N'Y AURA PAS DE SURCHARGE PAR-RAPPORT A LA REPERCUSSION, A LA TRADUCTION DANS LES PRIX DE HAUSSES DES PRODUITS IMPORTES.\

M. HARTMANN - QUAND VOUS PARLEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT, D'UNE REPARTITION, DISONS, DES SACRIFICES, CETTE REPARTITION SE FERA PAR UNE AUGMENTATION D'IMPOTS, PAR DES TRANSFERTS DE REVENUS ? DE QUELLE FACON ? C'EST-A-DIRE QUE L'IMPOT SERA AUGMENTE POUR LES GENS QUI GAGNENT PLUS, ON DEPLAFONNERA LES COTISATIONS DE SECURITE\_SOCIALE, OU DES CHOSES COMME CELA ?

- LE PRESIDENT - NON, NON, NE MELONS PAS TOUS LES SUJETS. NOUS AURONS PEUT-ETRE A PARLER EN AUTOMNE DU PROCHAIN BUDGET OU DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES. A L'HEURE ACTUELLE, IL S'AGIT D'UNE ANALYSE ECONOMIQUE. EN REALITE, LES COUTS SUPPLEMENTAIRES SERONT PAYES PAR L'ENSEMBLE DES UTILISATEURS, QUE CES UTILISATEURS SOIENT PRIVES, QUE CE SOIENT DES ENTREPRISES OU DES ADMINISTRATIONS PUISQUE LE PETROLE VENANT DE L'EXTERIEUR, LE FINANCEMENT DE SON ACHAT EST FAIT PAR CES ACHETEURS. CE N'EST DONC PAS UN PROBLEME BUDGETAIRE.

- LES CONSEQUENCES DE CETTE CRISE DE L'ENERGIE SUR NOTRE ECONOMIE SERONT DE 2 ORDRES : INFLATION ET DEPRESSION, INFLATION PARCE QUE LES PRIX AUGMENTENT, NOTAMMENT LES PRIX DES CARBURANTS ET TOUS LES PRODUITS QUI UTILISENT DES CARBURANTS POUR ETRE PRODUITS. C'EST DONC UNE SOURCE SUPPLEMENTAIRE D'INFLATION. ELLE N'EST PAS MASSIVE, MAIS ELLE EST REELLE. CETTE ANNEE, POUR LA FRANCE, CELA REPRESENTERA PROBABLEMENT 0,3, 0,4 % `STATISTIQUES` DE PLUS. L'ANNEE PROCHAINE, UN CHIFFRE COMPRIS ENTRE 0,7 ET 0,9 % DE PLUS.\

`REPONSE` IL Y A AUSSI UN EFFET DE DEPRESSION QUI EST PLUS GRAVE. EN PRELEVANT SUR LE POUVOIR\_D\_ACHAT DE LA FRANCE, CE POUVOIR\_D\_ACHAT MANQUE POUR LA CONSOMMATION, ON NE LE RETROUVE PAS DANS L'INVESTISSEMENT, D'OU UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE. LE GOUVERNEMENT PRENDRA CETTE ANNEE LES MESURES QU'IL JUGERA NECESSAIRES POUR COMPENSER PARTIELLEMENT CET EFFET DEPRESSIF SUR L'ECONOMIE FRANCAISE. IL EST NORMAL, IL EST NECESSAIRE, NOTAMMENT EN CONSIDERATION DES PROBLEMES DE L'EMPLOI, DE PRENDRE DES INITIATIVES POUR ATTENUER CET EFFET DEPRESSIF SUR LA CROISSANCE DE NOTRE ECONOMIE.

- HENRI MARQUE - EST-CE QUE VOUS POUVEZ NOUS DONNER D'ORES ET DEJA DES INDICATIONS SUR LES ORIENTATIONS AU MOINS DE CES MESURES ?

INDICATIONS SUR LES ORIENTATIONS AU MOINS DE CES MESURES :

- LE PRESIDENT - C'EST AU GOUVERNEMENT D'EN DEBATTRE.

- BERNARD HARTMANN - IL S'AGIT DU DOPING DU POUVOIR\_D\_ACHAT, QUAND MEME, D'AUGMENTER LE POUVOIR\_D\_ACHAT DE CERTAINES CATEGORIES PAR-RAPPORT A D'AUTRES, POUR COMPENSER L'EFFET DEPRESSIF DU PETROLE ?

- LE PRESIDENT - NON, IL S'AGIT D'ACTIONS QUI ONT POUR OBJET DE RECREER DANS L'ECONOMIE FRANCAISE UNE DEMANDE QUI SE SUBSTITUE AU PRELEVEMENT PETROLIER. IL FAUT RECHERCHER LA DEMANDE QUI D'UNE\_PART CONSOMME LE MOINS D'ENERGIE IMPORTEE, SINON CELA NE SERT A RIEN, ET QUI D'AUTRE\_PART CONCOURT A LA CREATION DU MAXIMUM D'EMPLOIS NOUVEAUX.\

M. BORTOLI - DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE, JUSTEMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE TOUT A L'HEURE DES ENERGIES DE REMPLACEMENT. EST-CE QUE LA FRANCE VA SE LANCER RESOLUMENT DANS L'EXPLOITATION DES ENERGIES QU'ON APPELLE LES ENERGIES DOUCES, ET NOTAMMENT L'ENERGIE SOLAIRE ?

- LE PRESIDENT - LA PREMIERE ENERGIE DE REMPLACEMENT DISPONIBLE POUR LES 10 OU 15 PROCHAINES ANNEES, EST L'ENERGIE NUCLEAIRE. LA FRANCE A UN PROGRAMME NUCLEAIRE IMPORTANT. IL SERA POURSUIVI.

- JE COMPRENDS TRES BIEN LES HESITATIONS ET LES CRAINTES QUE CE PROGRAMME PEUT INSPIRER. MAIS LES PAYS QUI SAURONT DEGAGER UNE RESSOURCE D'ENERGIE ALTERNATIVE AU PETROLE SONT CEUX QUI CONNAITRONT LA CROISSANCE LA PLUS FORTE. SI L'ON RENONCE A DEGAGER CES ENERGIES, ON SE CONDAMNE A AVOIR UNE CROISSANCE FAIBLE OU NULLE. OR, DU POINT\_DE\_VUE DE L'EMPLOI ET DE LA PROGRESSION DU NIVEAU\_DE\_VIE, LES FRANCAIS SOUHAITENT CONSERVER UNE CROISSANCE FORTE : LE DEVELOPPEMENT D'UNE ENERGIE ALTERNATIVE DANS LES PROCHAINES ANNEES EST UNE NECESSITE.

- TOUT CE QUI CONCERNE LA SECURITE `NUCLEAIRE` ET L'INFORMATION, - C'EST UNE QUESTION TRES IMPORTANTE - DOIT ETRE SUIVI DE MANIERE TRES ATTENTIVE ET DE FACON TRES OBJECTIVE. ON A DEJA EU L'OCCASION D'EN PARLER, ET S'IL LE FAUT J'EN REPARLERAI.\

`REPONSE` LES AUTRES ENERGIES, CELLES DONT VOUS PARLEZ, NE SONT PAS DES UTOPIES. CERTAINS CROIENT QUE C'EST POUR DANS TRENTE ANS. CE SERA BEAUCOUP PLUS TOT. NEANMOINS, LE DEVELOPPEMENT D'UNE TECHNOLOGIE NOUVELLE PREND TOUJOURS DE L'ORDRE DE DIX A QUINZE ANS `DUREE` MINIMUM. CE N'EST DONC PAS DANS LES TOUTES PROCHAINES ANNEES QU'ON POURRA EN DISPOSER. MAIS DIX OU QUINZE ANS, CELA VIENT VITE. AUSSI, LA FRANCE DOIT-ELLE ACCENTUER SON EFFORT DANS CE DOMAINE.

- C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE J'AI DEMANDE RECEMMENT AU GOUVERNEMENT DE REVENIR SUR LA DECISION NEGATIVE QUI AVAIT ETE PRISE POUR LA CENTRALE SOLAIRE THEMIS. SYMBOLIQUEMENT, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, IL ETAIT TRES IMPORTANT QUE LA FRANCE MAINTIENNE SON PROGRAMME DE RECHERCHE SUR L'ENERGIE SOLAIRE, ET MEME LE DEVELOPPE.

- PATRICE DUHAMEL - MEME A UN PRIX TRES ELEVE ?

- LE PRESIDENT - C'EST UN PRIX DE RECHERCHE. IL EST ELEVE, MAIS CE N'EST RIEN PAR-RAPPORT A LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE. CELA NOUS PERMET DE PROGRESSER DANS LA CONNAISSANCE DE CETTE ENERGIE, ET LE MOMENT VENU DE SON UTILISATION.\

PATRICE DUHAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS PARLIEZ IL Y A UN INSTANT DES CONSEQUENCES DE CETTE CRISE DE L'ENERGIE POUR LA SITUATION ECONOMIQUE. IL Y A BIEN ENTENDU DES INCIDENCES SUR L'EMPLOI. SELON LES DERNIERS CHIFFRES, POUR LE MOIS DE MAI IL Y A AUJOURD'HUI EN FRANCE 1258900 `NOMBRE` DEMANDEURS D'EMPLOI `CHOMEURS`. FACE A CETTE SITUATION, EST-CE QUE VOUS AVEZ LE SENTIMENT QUE LE DISPOSITIF DU GOUVERNEMENT, QUI S'EST ENRICHIE, IL Y A QUELQUES SEMAINES, D'UN NOUVEAU PACTE POUR L'EMPLOI DES JEUNES, EST ADAPTE

?

- LE PRESIDENT - COMME JE L'AI INDIQUE IL Y A DEUX MOIS, NOUS AVONS UNE SITUATION TOUT A FAIT PARTICULIERE. NOTRE POPULATION ACTIVE AUGMENTE D'ENVIRON 250000 `NOMBRE` TRAVAILLEURS PAR AN. CETTE AUGMENTATION ANNUELLE VA CONTINUER JUSQU'EN 1985 `ANNEE` ENVIRON. IL NE S'AGIT PAS SIMPLEMENT D'ASSURER UN EMPLOI STABLE, CE QUE NOUS POURRIONS FAIRE SANS TROP DE DIFFICULTE, IL FAUT ASSURER UN EMPLOI CROISSANT POUR ABSORBER CES 200 A 250000 JEUNES DE PLUS QUI VIENNENT TOUS LES ANS CHERCHER UN TRAVAIL.

- NOUS AVONS RETROUVE UN TAUX DE CROISSANCE SUPERIEUR A 3 % `STATISTIQUE`. IL VA FALLOIR COMPENSER AU MOINS PARTIELLEMENT L'EFFET DE DEPRESSION DE LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE POUR LE MAINTENIR. SUR-CE-PLAN, NOUS DEVONS AVOIR UNE SITUATION DE STABILITE OU UN LEGER PROGRES EN-MATIERE D'EMPLOI. CELA NE SUFFIT PAS. IL FAUT DES PROGRAMMES SPECIFIQUES POUR L'EMPLOI DES JEUNES. LE PROGRAMME EN-COURS DE DISCUSSION AU PARLEMENT REpond AU PROBLEME, S'IL EST MIS EN\_OEUVRE, PUISQU'IL REPOSE SUR DES DECISIONS D'EMBAUCHE DE LA PART DES CHEFS D'ENTREPRISE, DES ARTISANS. IL SUPPOSE AUSSI INITIATIVES ET ACTIVITES DES SERVICES DE L'EDUCATION.

- COMPTE\_TENU DE L'ENJEU, L'EMPLOI DE LA JEUNESSE FRANCAISE, AVEC TOUTES SES CONSEQUENCES, JE SOUHAITE QU'IL Y AIT CETTE MOBILISATION DES ENERGIES.\

PATRICE DUHAMEL - TOUJOURS A PROPOS DE L'EMPLOI, MONSIEUR LE PRESIDENT, ON A BEAUCOUP PARLE CES DERNIERS JOURS DE SERIES DE MESURES, PROJETS DE LOI, DECRETS SUR LE PROBLEME DES TRAVAILLEURS IMMIGRES. ALORS, IL S'AGIT A PROPRIEMENT PARLER VERITABLEMENT D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION, DEFINIE PAR LE GOUVERNEMENT FRANCAIS. EST-CE QUE CE NE SERAIT PAS CONTRAIRE AUX TRADITIONS HOSPITALIERES `HOSPITALITE` DE LA FRANCE ?

- LE PRESIDENT - IL Y A UNE GRANDE CONFUSION SUR CE SUJET. IL FAUT DIRE LES CHOSES SIMPLEMENT ET HONNETEMENT. COMME TOUS LES PAYS, LA FRANCE A UNE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION, AVEC DES TEXTES ANCIENS TRES RESTRICTIFS. DANS NOTRE CODE DU TRAVAIL, PAR EXEMPLE, DES TEXTES PREVOIENT LA POSSIBILITE DE FIXER PAR DECRET DES PROPORTIONS MAXIMA DE TRAVAILLEURS IMMIGRES PAR ENTREPRISE, PAR BRANCHE, ET PAR REGION. IL Y A DES TEXTES QUI INTERDISENT L'EMPLOI DE TRAVAILLEURS IMMIGRES A HAUTEUR DE PLUS DE 5 % DANS LES SERVICES CONCEDES DES SERVICES PUBLICS. CERTAINS TEXTES CONDUIRAIENT MEME A LIMITER LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS IMMIGRES DANS LES ENTREPRISES QUI BENEFICIENT DE MARCHES PUBLICS. CES TEXTES REMONTENT A 1932 `ANNEE`. ILS ETAIENT APPELES DES TEXTES DE PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE NATIONALE. IL N'EST PAS QUESTION DE LES APPLIQUER. IL FAUT DEFINIR UNE POLITIQUE ADAPTEE A LA SITUATION ACTUELLE DE LA FRANCE EN TENANT \_COMPTE DES DROITS DES TRAVAILLEURS IMMIGRES.

- A L'HEURE ACTUELLE, IL EXISTE UNE SITUATION DE COMPLET DESORDRE. IL Y A DES CARTES DE SEJOUR QUI N'OUVRENT PAS DROIT A DES CARTES DE TRAVAIL. IL Y A DES DUREES VARIABLES QUI VONT DE 1 AN A 10 ANS. IL Y A DES CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT QUI ECHAPPENT A TOUTE REGLE CONNUE. TANTOT, IL Y A REFUS, TANTOT, IL Y A OCTROI, SANS QUE CELA REponde VRAIMENT A DES CRITERES OBJECTIFS.\

`REPOSE` UN PAYS DOIT AVOIR UNE POLITIQUE CLAIRE D'IMMIGRATION. QUE PEUT ETRE CETTE POLITIQUE POUR LA FRANCE ? ELLE CONSISTE A DISTINGUER DEUX GROUPES. LES PERSONNES QUI SONT VENUES VIVRE EN FRANCE, Y TRAVAILLER, QUI, EN FAIT, FONT PARTIE DE NOTRE VIE NATIONALE, MEME QUAND ELLES CONSERVENT LEUR NATIONALITE D'ORIGINE. ELLE DOIVENT POUVOIR CONTINUER A RESTER EN FRANCE, MEME SI ELLES RENCONTRENT DANS LEUR TRAVAIL, DANS LEUR VIE PERSONNELLE, TELLE OU TELLE DIFFICULTE. ON NE PEUT PAS LEUR DIRE DE QUITTER

NOTRE TERRITOIRE NATIONAL PARCE QUE LA CONJONCTURE CHANGE.

- IL Y A, EN REVANCHE, CEUX QUI SONT VENUS EN FRANCE CHERCHER UN TRAVAIL TEMPORAIRE. NOTRE LEGISLATION DOIT ETRE TELLE QUE LORSQU'ILS TROUVENT CE TRAVAIL TEMPORAIRE, ILS AIENT LES TITRES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL CORRESPONDANTS. S'ILS NE LE TROUVENT PAS, CES TITRES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL NE DOIVENT PAS ETRE RENOUVELES. CELA EST PREVU PAR LA LOI.

- POUR CEUX QUI FONT PARTIE DE NOTRE VIE NATIONALE, CEUX QU'ON APPELLE LES RESIDENTS PRIVILEGES, IL Y AURA UNE AMELIORATION : DESORMAIS LEURS TITRES DE SEJOUR SERONT AUTOMATIQUEMENT RENOUVELES. EN REVANCHE, CEUX QUI SONT VENUS CHERCHER UN TRAVAIL TEMPORAIRE ET QUI NE SONT PAS INSTALLES DANS NOTRE VIE NATIONALE AVEC LEUR FAMILLE OBTIENDRONT DES AUTORISATIONS DE SEJOUR D'UNE DUREE UNIFORME DE TROIS ANS, QUI SERONT RENOUVELEES OU NON EN-FONCTION DE LA SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL. ILS LE SAURONT A L'AVANCE, PUISQU'ILS SAURONT QUE CE SONT DES AUTORISATIONS POUR UNE DUREE FIXE, COMME IL Y A, PAR EXEMPLE, DANS NOTRE DROIT `LEGISLATION` DU TRAVAIL, DES CONTRATS A DUREE DETERMINEE.\

`REPOSE` CECI N'A AUCUN RAPPORT - ET CETTE ASSIMILATION EST TOUT A FAIT CRITIQUABLE - AVEC LA POLITIQUE FRANCAISE CONCERNANT LES REFUGIES.

- LA, IL S'AGIT DU DROIT DU TRAVAIL, C'EST-A-DIRE DE LA SITUATION DE L'EMPLOI. QUANT AUX REFUGIES, LA FRANCE EST UNE TERRE D'ASILE POUR CEUX QUI SONT DES PERSECUTES OU DES VICTIMES CHEZ EUX. IL FAUT QUE LES FRANCAIS SACHENT - CAR ON FINIRAIT PAR LEUR DONNER MAUVAISE CONSCIENCE - QUE LA FRANCE EST LA PREMIERE TERRE D'ASILE DU MONDE ET QU'ELLE L'A ETE AU-COURS DES ANNEES RECENTES.

- POUR CE QUI CONCERNE LES REFUGIES D'AMERIQUE LATINE, ET, NOTAMMENT DU CHILI, PAYS AVEC LESQUELS NOUS N'AVIONS PAS DE LIENS HISTORIQUES PARTICULIERS, LA FRANCE EST LE PAYS QUI EN A ACCUEILLI LE PLUS GRAND NOMBRE : 5 000 `NOMBRE` REFUGIES POLITIQUES DU CHILI £ 1 500 REFUGIES POLITIQUES D'ETATS VOISINS. AU TOTAL 6 500 REFUGIES POLITIQUES DE L'AMERIQUE LATINE DEPUIS QUE JE SUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.\

`REPOSE` POUR CE QUI CONCERNE LE SUD-EST ASIATIQUE, NOUS N'AVONS PAS DECOUVERT AUJOURD'HUI LE PROBLEME DES REFUGIES DU VIETNAM £ CETTE SITUATION DE DETRESSE A ETE ILLUSTRÉE PAR DES DECISIONS OU DES MENACES INACCEPTABLES AU-COURS DES DERNIERS JOURS, MAIS ELLE EXISTAIT DEPUIS DES ANNEES ET LA FRANCE S'EST FAIT UN HONNEUR D'ACCUEILLIR DEPUIS DES ANNEES DES REFUGIES DU VIETNAM.

- NOUS AVONS CREE UNE INSTITUTION POUR LE FAIRE. IL Y A EU DES ASSOCIATIONS QUI ONT CONDUIT UNE ACTION TOUT A FAIT REMARQUABLE, ET JE TIENS A LEUR RENDRE HOMMAGE DANS CETTE CIRCONSTANCE, EN ACCUEILLANT CES REFUGIES, EN LES HEBERGEANT QUAND ILS VENAIENT EN FRANCE ET EN LES INSERANT DANS NOTRE VIE ACTIVE, PUISQUE LA QUASI TOTALITE D'ENTRE EUX A TROUVE UN EMPLOI DANS NOTRE PAYS. ILS SONT A L'HEURE ACTUELLE PLUS DE 50000 `NOMBRE`.\

M. MARQUE - VOUS ATTENDEZ DES PROGRES SENSIBLES DES REUNIONS INTERNATIONALES QUI SONT RECLAMEES ICI OU LA ?

- LE PRESIDENT - CES REUNIONS SONT INDISPENSABLES. ELLES DOIVENT TRAITER TROIS SUJETS : D'ABORD, QUE VA ETRE LA POLITIQUE DES PAYS DE DEPART ? EST-CE QUE LES PAYS DE DEPART VONT CONTINUER A INCITER CES REFUGIES A PARTIR ? DANS CE CAS LA, LE NOMBRE PEUT ATTEINDRE NON PAS UNE CENTAINE DE MILLE MAIS UN MILLION `NOMBRE` OU DAVANTAGE, CE QUI FAIT QU'UNE CONVERSATION AVEC LES PAYS DE DEPART EST INDISPENSABLE.

- ENSUITE, IL FAUT REGARDER LA SITUATION DES PAYS DE LA REGION, PARCE QUE CE SONT DES POPULATIONS QUI ONT UNE CERTAINE ORIGINE, ET QUI APPARTIENNENT TOUTES A LA VIE DU SUD-EST ASIATIQUE. ET NOTAMMENT C'EST LA QUE LEUR

TOUTES A LA VIE DU SUD-EST ASIATIQUE, ET NORMALEMENT, C'EST LA QUE LEUR REINSERTION EST LA PLUS FACILE ET LA MOINS DECHIRANTE.

- ALORS, QUELLES SONT LES POSSIBILITES D'ACCUEIL DES PAYS DU SUD-EST ASIATIQUE ? ONT-ILS BESOIN, A CET EGARD, D'UNE AIDE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, ET, DANS CE CAS-LA, COMMENT LA LEUR DONNER ?

- ET PUIS, SI CECI N'ETAIT PAS SUFFISANT, QUE DOIT FAIRE LE RESTE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE SUR-LE-PLAN DE L'ACCUEIL ? LES AUTRES PAYS DOIVENT-ILS FAIRE COMME LA FRANCE, C'EST-A-DIRE AVOIR UN CERTAIN RYTHME D'ACCUEIL PERMETTANT, DANS UN DELAI RAISONNABLE, DE TROUVER UN REFUGE POUR L'ENSEMBLE DE CES REFUGIES ?\

M. MARQUE - MONSIEUR LE PRESIDENT, AVANT DE CLORE CE CHAPITRE DE L'ENERGIE, DE L'ECONOMIQUE ET DU SOCIAL, QUI S'EST ELARGI, SUR LA FIN, AUX PROBLEMES DES REFUGIES, JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER SI NOUS POUVONS BIEN RESUMER AINSI L'ANALYSE QUE VOUS AVEZ FAITE DES CONSEQUENCES POUR L'ECONOMIQUE ET LE SOCIAL DE LA CRISE DE L'ENERGIE : IL N'EST PAS QUESTION DE TOUCHER AU POUVOIR\_D\_ACHAT, PAR EXEMPLE, PAR DES MESURES DU TYPE DE CELLES QUI ONT ETE PRISES PENDANT PLUSIEURS ANNEES EN ANGLETERRE, PARCE QUE FACE AU SURCROIT DU PETROLE, LA REACTION CHEZ DE NOMBREUX FRANCAIS, AVAIT ETE DE SE DIRE : NE VA T-ON PAS FAIRE UN SUPER PLAN BARRE A LA RENTREE ?

- LE PRESIDENT - IL N'EST PAS QUESTION DE RECHERCHER OU D'ACCEPTER UNE BAISSSE DU POUVOIR\_D\_ACHAT.\

M. MARQUE - MONSIEUR LE PRESIDENT, SI VOUS VOULEZ BIEN, NOUS ALLONS ABORDER MAINTENANT LE CHAPITRE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE £ IL EST RICHE, LUI AUSSI.

- NOUS EN AVONS RETENU CE QUI ETAIT LE PLUS IMPORTANT, C'EST-A-DIRE LES ACCORDS `SALT II` SIGNES A VIENNE ENTRE M. BREJNEV ET LE PRESIDENT CARTER. QUAND LES SUPER-GRANDS S'ENTENDENT ENTRE EUX, EN L'OCCURENCE SANS LA CHINE, NOUS SAVONS, PAR EXPERIENCE, QUE LES PAYS MOYENS S'INTERROGENT SUR L'AVENIR. DANS QUELLE MESURE CES ACCORDS, SIGNES A VIENNE `AUTRICHE`, ONT-ILS PU TENIR\_COMPTE DES INTERETS MILITAIRES DES EUROPEENS D'ABORD ET DES FRANCAIS PLUS PARTICULIEREMENT QUI SE DEMANDENT S'IL FAUT S'INQUIETER, A LA LECTURE DES RESULTATS DE CETTE CONFERENCE, DE NOUVEAUX RISQUES DE GUERRE NUCLEAIRE, OU SI, AU CONTRAIRE, ILS PEUVENT AVOIR L'IMPRESSION D'ETRE MIEUX GARANTIS CONTRE UNE GUERRE NUCLEAIRE PRECISEMENT ?

- LE PRESIDENT - LA FRANCE N'A PAS PARTICIPE A CES DISCUSSIONS. ELLES AVAIENT POUR OBJET DE FIXER UN PLAFOND POUR LE DEVELOPPEMENT DES ARMES STRATEGIQUES SOVIETIQUES ET AMERICAINES, C'EST-A-DIRE DES ARMES QUI SONT LANCEES OU QUI SERAIENT LANCEES DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` SUR LES ETATS-UNIS, OU DES ETATS-UNIS VERS L'UNION SOVIETIQUE. DONC, L'EUROPE N'ETAIT PAS DIRECTEMENT CONCERNEE. LA SECURITE DE L'EUROPE, ELLE, ETAIT EVIDEMMENT CONCERNEE PARCE QUE SI CET ACCORD N'EST PAS EQUILIBRE, SA SECURITE, DANS LA MESURE OU ELLE EST ASSUREE PAR L'EXTERIEUR, POURRAIT SE TROUVER COMPROMISE.

- NOUS ALLONS ETUDIER CET ACCORD. NOUS SOMMES FAVORABLES AU PRINCIPE D'UN ACCORD SUR LA REDUCTION DES ARMEMENTS STRATEGIQUES. NOUS ALLONS NOUS ASSURER QUE C'EST UN ACCORD EFFECTIVEMENT EQUILIBRE ET, S'IL EST EFFECTIVEMENT EQUILIBRE, NOUS LE DIRONS. PAR CONTRE, LA FRANCE N'EST PAS CONCERNEE DANS SES MOYENS DE DEFENSE PAR CETTE NEGOCIATION.\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. BORTOLI.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN FACE DE CETTE ACCUMULATION DE CES STOCKS EFFRAYANTS DE BOMBES, DE VECTEURS, DE MISSILES QUE POSSEDENT LES DEUX SURPER-GRANDS, EST-CE QUE NOTRE FORCE DE DISSUASION, A NOUS, RESTE CREDIBLE ? EST-CE QUE NOUS SOMMES VRAIMENT DEFENDUS ?

- LE PRESIDENT.- OUI, ELLE EST CREDIBLE ET ELLE LE SERA DAVANTAGE DANS

QUELQUES ANNEES. NOTRE FORCE DE DISSUASION N'A PAS POUR AMBITION D'ETRE L'EGALE, EN VOLUME, DE CELLE DES SUPER-PUISSANCES. AUTREMENT DIT, NOUS N'AVONS PAS L'INTENTION D'ENVISAGER UNE GUERRE NUCLEAIRE A EGALITE AVEC LES GRANDES PUISSANCES. L'OBJECTIF DE NOTRE FORCE DE DISSUASION EST D'ETRE CAPABLE DE FAIRE SUBIR A UN AGRESSEUR EVENTUEL DES PERTES TELLES QUE CET AGRESSEUR SOIT DISSUADE DE NOUS ATTAQUER. C'EST DONC UN SYSTEME QUE NOUS ETUDIONS, QUE NOUS CALCULONS ET QUE NOUS PREVOYONS POUR LE FUTUR, DE TELLE MANIERE QUE NOUS SACHIONS QUELS DOMMAGES NOUS SOMMES CAPABLES DE FAIRE SUBIR A UN AGRESSEUR EVENTUEL DE LA FRANCE, ET QUE CE DOMMAGE SOIT D'UN ORDRE DE GRANDEUR TEL QU'IL AIT UN EFFET DISSUASIF.

- C'EST DONC INDEPENDANT, EN REALITE, DU NIVEAU D'ARMEMENT DES AUTRES PUISSANCES.\

M. BORTOLI.- IL N'Y A PAS UNE POSSIBILITE DE SURPRISE QUI FERAIT QUE NOTRE FORCE DE DISSUASION N'AURAIT MEME PAS LE TEMPS D'ENTRER EN JEU ?

- LE PRESIDENT.- C'EST LE PROBLEME DIT DE LA SECONDE FRAPPE, C'EST-A-DIRE QUE SI ON ETAIT ATTAQUE PAR SURPRISE, IL FAUT ENCORE DES MOYENS DE RIPOSTE. C'EST L'INTERET PRINCIPAL DE NOTRE FORCE SOUS-MARINE, CAR LES SOUS-MARINS SONT TRES DIFFICILES A ATTEINDRE ET A DETRUIRE PAR UNE PREMIERE FRAPPE. DANS L'HYPOTHESE, QUE JE N'ENVISAGE PAS DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, OU LA FRANCE SERAIT VICTIME D'UNE AGRESSION PAR SURPRISE, NOUS CONSERVERIONS, GRACE-A NOS SOUS-MARINS `NUCLEAIRES` EN MER, LA POSSIBILITE D'EFFECTUER UNE SECONDE FRAPPE.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DUHAMEL.- CONCERNANT LES ARMEMENTS STRATEGIQUES, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUELLE QUE SOIT L'ANALYSE QUE VOUS FEREZ DE L'ACCORD `SALT II` SIGNE HIER A VIENNE PAR LE PRESIDENT CARTER ET M. BREJNEV, QUELLE QUE SOIT VOTRE ANALYSE, VOUS NE REVIENDREZ PAS SUR VOTRE DECISION DEJA ANNONCEE DE NE PAS PARTICIPER A LA SUITE DES NEGOCIATIONS QU'ON APPELLE DEJA LES SALT III ?

- LE PRESIDENT.- NON. IL FAUT PARTICIPER A UNE NEGOCIATION QUAND ON A QUELQUE CHOSE A APPORTER. LE DEVELOPPEMENT DE LA FORCE DE DISSUASION FRANCAISE, DANS LES PROCHAINES ANNEES NE PEUT ETRE NEGOCIE OU REMIS EN\_CAUSE. LA PARTICIPATION A UNE NEGOCIATION N'AURAIT PAS DE SENS.

- EN REVANCHE, NOUS DEVRONS ETUDIER TRES ATTENTIVEMENT LES CONSEQUENCES SUR LA SECURITE DE L'EUROPE, DU DEROULEMENT DE CES NEGOCIATIONS, SI CES NEGOCIATIONS FAISAIENT APPARAITRE TEL OU TEL DANGER POUR LA SECURITE DE L'EUROPE, NOUS SERIONS BIEN ENTENDU APPELES A LE DIRE.\

M. HENRI MARQUE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS APPROCHONS DE LA CONCLUSION DE CET ENTRETIEN. JE NE VOUDRAIS PAS VOUS POSER UNE NOUVELLE FOIS LA QUESTION RITUELLE SUR VOTRE CANDIDATURE EVENTUELLE AUX PROCHAINES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET, EN MEME TEMPS, JE NE VOUDRAIS PAS L'ESQUIVER, NE SERAIT-CE QUE POUR DES RAISONS DE POLITIQUE INTERIEURE QUE NOUS AVONS ANALYSEES TOUT A L'HEURE. ALORS, JE VOUS DEMANDERAI SIMPLEMENT QUAND ET COMMENT FEREZ-VOUS CONNAITRE A CET EGARD VOS INTENTIONS AUX FRANCAIS ?

- LE PRESIDENT.- QUESTION RITUELLE

-

- CE QUE JE VAIS VOUS DIRE SERA LA DERNIERE REPONSE QUE JE FERAI A CETTE QUESTION AVANT 1981 ` ANNEE ` ELECTION PRESIDENTIELLE ` . JE NE REPONDRAI PLUS A CETTE QUESTION.

- JE SAIS QUE CEUX QUI NOUS ECOUTENT, AU FOND, PREFERERAIENT UNE REPONSE, ET UNE REPONSE SIMPLE, EN DISANT : ECOUTEZ, SI VOUS AVEZ L'INTENTION D'ETRE CANDIDAT, DITES LE OU SI VOUS NE VOULEZ PAS VOUS REPRESENTER, DITES-LE : CE SERAIT PLUS SIMPLE.

- JE VOUDRAIS DONC LEUR EXPLIQUER POURQUOI JE NE DOIS PAS ME POSER CETTE QUESTION AVANT 1981. POURQUOI ? C'EST D'ABORD PARCE QUE C'EST INUTILE. J'AI SUIVI LES CAMPAGNES ELECTORALES RECENTES. ELLES ONT ETE TROP LONGUES & ELLES ONT LASSE L'ATTENTION DES FRANCAIS & ELLES LES ONT PEUT-ETRE DETOURNES MEME DES DEBATS POLITIQUES ESSENTIELS. JE NE CROIS PAS QU'IL SOIT BON POUR LA FRANCE D'AVOIR DES CAMPAGNES ELECTORALES TROP LONGUES.\

`REPONSE` J'OBSERVE LES 3 ELECTIONS PRESIDENTIELLES PRECEDENTES. LA PREMIERE, CELLE DU GENERAL DE GAULLE. IL A ANNONCE LE 4 NOVEMBRE 1965 `DATE` SA DECISION DE SE PRESENTER A UNE ELECTION QUI AVAIT \_LIEU LE 5 DECEMBRE. JE PEUX VOUS DIRE QU'AVANT LE 4 NOVEMBRE - J'EN SUIS LE TEMOIN - LE PREMIER MINISTRE DE L'EPOQUE, M. POMPIDOU N'ETAIT PAS AU COURANT DE L'INTENTION DU GENERAL DE GAULLE. NEANMOINS, L'ELECTION A EU \_LIEU.

- LES DEUX ELECTIONS SUIVANTES, C'EST-A-DIRE CELLE DE M. POMPIDOU PUIS LA MIENNE, SE SONT DERouleES EN QUELQUES SEMAINES. LES CANDIDATURES N'AVAIENT PAS DU TOUT ETE ANNONCEES A L'AVANCE. CEPENDANT, CES ELECTIONS ONT PERMIS AUX FRANCAIS DE SE PRONONCER EN TOUTE CLARTE, NOTAMMENT EN 1974.

- DONC, CE N'EST PAS UTILE. MAIS DE PLUS, C'EST NUISIBLE. A-PARTIR DU JOUR OU LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ANNONCE SA CANDIDATURE, IL N'EST PLUS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. IL DEVIENT CANDIDAT, A SES PROPRES YEUX ET AUX YEUX DE L'OPINION.\

`REPONSE` EST-CE QU'IL EST BON QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEVIENNE CANDIDAT DEUX ANS OU DIX-HUIT MOIS AVANT L'ECHEANCE ? D'ABORD POUR LUI-MEME ? DANS SA FONCTION DE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, IL TIENT \_COMPTE NATURELLEMENT DE L'OPINION. JE TIENS \_COMPTE DE L'OPINION TOUS LES JOURS. MAIS JE N'EN TIENS PAS \_COMPTE EN TERMES ELECTORAUX. JE NE ME DIS PAS : TELLE DECISION DOIT ETRE ANNONCEE DEMAIN SUR L'ENERGIE, EN-FONCTION DE SON IMPACT ELECTORAL. JE ME DIS QUE CETTE DECISION DOIT REpondRE A L'INTERET DE LA FRANCE. EN MEME TEMPS, IL FAUT L'EXPLIQUER A L'OPINION. DU JOUR OU LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SE SENT LUI-MEME CANDIDAT, IL Y A, SUR SES DECISIONS, UNE CERTAINE SUSPICION : LES PREND-IL POUR DES RAISONS ELECTORALES, LES PREND-IL POUR DES RAISONS NATIONALES ? VIS-A-VIS DE L'OPINION, C'EST LA MEME CHOSE : LE JOUR OU LE PRESIDENT ANNONCE SA CANDIDATURE, IL CEsSE D'ETRE PRESIDENT, IL DEVIENT CANDIDAT.

- JE SOUHAITE, VIS-A-VIS DES FRANCAISES ET DES FRANCAIS QUI M'ONT ELU, RESTER DANS MA FONCTION DE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AUSSI LONGTEMPS QUE CE SERA POSSIBLE. C'EST POURQUOI JE N'AI PAS A ME POSER CETTE QUESTION & PAR DISCIPLINE JE NE ME LA POSERAI PAS. JE M'EXPLIQUERAI SUR CE SUJET EN 1981.\

M. DUHAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ ETE ELU, IL Y A 5 ANS, LE 19 MAI 1974 `DATE`, SUR UN PROJET DE SOCIETE, UNE SOCIETE LIBERALE, UNE SOCIETE PLUS JUSTE & EST-CE QU'AUJOURD'HUI, ALORS QUE LA FRANCE TRAVERSE UNE CRISE, COMME SES PRINCIPAUX PARTENAIRES, CES OBJECTIFS, LIBERALISME ET JUSTICE SOCIALE, VOUS SEMBLent ENCORE ADAPTES ET, DANS L'AFFIRMATIVE, COMMENT LES FERez-VOUS PROGressER DANS LES DEUX DERNIERES ANNEES DE VOTRE SEPTENNAT ?

- LE PRESIDENT - OUI, JE CONSIDERE QUE CES OBJECTIFS DOIVENT TOUJOURS ETRE POURSUIVIS. D'ABORD, LE LIBERALISME : NOUS VOYONS CE QUI SE PASSE DANS LE MONDE A L'HEURE ACTUELLE. LE NOMBRE DE PAYS QUI CONNAISSENT UNE VERITABLE SITUATION DE LIBERTE DIMINUE SANS DOUTE DANS LE MONDE. LA FRANCE DONT C'EST LA \_NATURE, DONT C'EST L'IMAGE, DOIT RESTER UN PAYS LIBERAL.

- RESTER UN PAYS LIBERAL, CELA VEUT DIRE S'IMPOSER A SOI-MEME DE FAIRE ATTENTION A TOUT CE QUI PEUT COMPROMETTRE L'EXERCICE DE LA LIBERTE. JE SAIS BIEN QU'IL Y A UNE CERTAINE INTERPRETATION DE LA LIBERTE QUI EST LA

BIEN QU'IL Y A UNE CERTAINE INTERPRÉTATION DE LA LIBERTÉ, QUI EST LA PERMISSIVITÉ C'EST-À-DIRE POUVOIR FAIRE N'IMPORTE QUOI. LA LIBERTÉ, CE N'EST PAS DE POUVOIR FAIRE N'IMPORTE QUOI, C'EST DE POUVOIR FAIRE TOUT CE QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE OU DE CHOISIR DANS UN ÉTAT DE DROIT. LA FRANCE EST UN ÉTAT DE DROIT QUI A UNE CONSTITUTION, QUI A DES LOIS, QUI A UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES. LA LIBERTÉ, POUR LES FRANÇAIS, C'EST DE POUVOIR FAIRE TOUT CE QUI EST COMPATIBLE AVEC L'ÉTAT DE DROIT. NOUS SAVONS D'AILLEURS TRÈS BIEN QU'UNE LIBERTÉ QUI N'EST PAS PROTÉGÉE PAR LES LOIS ET PAR L'EXERCICE SCRUPULEUX DES LOIS N'EST UNE LIBERTÉ NI DURABLE, NI GARANTIE.\

`REPOSE` CET OBJECTIF DE LIBÉRALISME, IL FAUT LE MAINTENIR. CE QUI ÉTAIT CONTROVERSE, IL Y A QUELQUES ANNÉES, A CET ÉGARD, PARAÎT TOUT À FAIT NATUREL. PERSONNE N'A REMARQUÉ, AU MOMENT DE L'ÉLECTION EUROPÉENNE, QUE TOUS LES PAYS EUROPÉENS AVAIENT LE MÊME ÂGE POUR LA MAJORITÉ, QUI ÉTAIT DE 18 ANS. IMAGINEZ LE VISAGE DE LA FRANCE SI, SEULS LES JEUNES FRANÇAIS, AU MOMENT DE CETTE ÉLECTION, AVAIENT ÉTÉ PRIVÉS DE LEUR DROIT DE VOTE. CE QUI AVAIT ÉTÉ CRITIQUE À L'ÉPOQUE ME PARAÎT TOUT À FAIT NÉCESSAIRE.

- DE MÊME, LA TRANSFORMATION PROGRESSIVE DE NOTRE SOCIÉTÉ DOIT ÊTRE POURSUIVIE. ÉVIDEMMENT C'EST PLUS DIFFICILE QUAND LA RESSOURCE EST PLUS RARE, MAIS CE N'EST PAS UNE RAISON POUR RALENTIR NOTRE EFFORT. C'EST UNE RAISON POUR MIEUX LE RÉPARTIR. DANS CES CINQ ANNÉES, NOUS AVONS RÉUSSI EN FRANCE QUELQUE CHOSE QUI, À MES YEUX, EST FONDAMENTAL. C'EST LA TRANSFORMATION DES CONDITIONS\_DE\_VIE DES PERSONNES ÂGÉES C'EST-À-DIRE D'UN DES GROUPES LES PLUS NOMBREUX DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. CETTE ACTION SERA PROLONGÉE.\

`REPOSE` NOUS DEVONS CONCENTRER DESORMAIS NOTRE EFFORT SUR UN CERTAIN NOMBRE DE GROUPES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AUXQUELS DOIT ÊTRE AFFECTÉ CE SURPLUS DONT NOUS DISPOSERONS DANS LES ANNÉES À VENIR. L'OBJECTIF DE LIBÉRALISME, L'OBJECTIF DE JUSTICE ET L'OBJECTIF DE SOLIDARITÉ DOIVENT ÊTRE MAINTENUS.

- M. BORTOLI - MALGRÉ LES TENSIONS DU MONDE ACTUEL ? LES TENSIONS ENGENDRANT LA DISCIPLINE, LES LIBERTÉS NE VONT-ELLES PAS EN SOUFFRIR ?

- LE PRÉSIDENT - C'EST PLUS DIFFICILE. ON VOIT BIEN LES RISQUES D'EXCÈS. LA LIBERTÉ, C'EST LA LIBERTÉ DE CHOISIR, DE DÉCIDER À L'INTÉRIEUR D'UN ÉTAT DE DROIT, C'EST-À-DIRE D'UN ÉTAT QUI A DES RÈGLES LÉGALES ELLES-MÊMES PRÉCISES ET LIBÉRALES. C'EST POURQUOI JE TROUVE QU'À L'HEURE ACTUELLE IL EST MAUVAIS DE CRITIQUER LE COMPORTEMENT ET LES DÉCISIONS DE CEUX QUI APPLIQUENT L'ÉTAT DE DROIT. JE CROIS QUE SI L'ÉTAT DE DROIT N'EST PAS BON SUR UN POINT OU UN AUTRE, IL FAUT LE MODIFIER. MAIS IL NE FAUT PAS CONTESTER LE FAIT QUE NOUS DEVONS VIVRE DANS UN ÉTAT DE DROIT. LA LIBERTÉ, DANS UN MONDE DE TENSIONS, C'EST UNE LIBERTÉ DANS-LE-CADRE DES LOIS.\